



Le 15 décembre 2020

Mesdames, Messieurs les élus régionaux, vous voulons profiter de ce dernier CTP de l'année 2020 pour remercier la Présidente Carole DELGA après 2 ans et 3 mois d'attente d'avoir reçu en visio les organisations syndicales ce mardi 8 décembre dernier.

Lors de cette entrevue cordiale, il nous a été exposé les difficultés liées à l'épisode COVID, les tensions budgétaires, l'endettement, les efforts effectués par l'Exécutif, les 80 équivalents temps plein pour remplacer les absences dans les établissements sur l'ensemble du territoire. Ces remplacements sont appréciables pour les co-équipiers des collègues vulnérables contraints de rester chez eux. Ils ne sont cependant pas suffisants, vous le savez, puisque même si environ 4% seulement de nos collègues sont absents, cela fait 200 postes à remplacer. Avec 80 ETP, c'est 60% des collègues absents qui ne sont pas remplacés et autant d'équipes, souvent déjà en sous-effectifs, qui doivent se répartir leurs missions. Ce n'est pas une situation qui peut se prolonger longtemps sans mettre en danger leur santé.

**Mme la Présidente nous a par ailleurs dévoilé le montant exact de la prime qui sera octroyée aux ARLs et ARCs ainsi qu'aux contrôleurs des transports et aux agents en charge de l'accueil du public, soit respectivement 200 €, 100 € et 80 €.** Nous retenons la reconnaissance que cette prime manifeste de la part de la collectivité. Elle était nécessaire, nous l'avons demandé, et nous vous remercions d'avoir accepté, même tardivement les revendications des organisations syndicales. Nous sommes cependant très déçus, nous l'avons dit à Mme la Présidente, par le montant très faible qui a été retenu pour cette prime et qui pour beaucoup de nos collègues annule ce message de reconnaissance.

**C'est une occasion gâchée par la Collectivité de valoriser à sa juste valeur l'implication, la mobilisation et le professionnalisme des agents régionaux** depuis le 17 mars qui pour une bonne partie, ont été en PCA et non confinés.

Mais cette rencontre a été surtout pour nous dire ce qui est envisagé sur le prochain mandat si la Présidente Carole DELGA et son équipe étaient réélues en juin 2021.

Mesdames, Messieurs les élus régionaux, permettez-nous de revenir sur nos priorités et sur votre agenda pour la réussite de votre fin de mandat.

Tout d'abord, sur le dialogue social. Savez-vous quelle direction-adjointe, quel service dans l'Administration, au sein de la DQVTF, est en charge de la gestion quotidienne du dialogue social ? Ne cherchez pas : aucun agent n'est affecté à cette mission sans doute inutile. Personne, pas même un de ces nombreux **directeurs de projet** dont l'Administration n'est pas avare ! Les directrices organisent des groupes de travail, mais faute de personnes à leur côté à qui déléguer, elles ne peuvent pas suivre le rythme.

Résultat, il n'y a pas de dialogue social. Nos questions sans réponses s'entassent, sans dialogue quotidien la confiance ne se construit pas, les instances ne servent qu'à constater, à chaque réunion, qu'on ne se comprend pas parce qu'on ne se parle pas.

Pour nous, le dialogue social, ce n'est pas donner la parole aux syndicats en regardant sa montre, puis annoncer ce qui était décidé d'avance. C'est échanger, discuter, rechercher des points d'équilibre dans l'intérêt général.

**Notre demande pour l'avenir : mettre des moyens humains dans les RH pour faire vivre le dialogue social.**

De plus, vous avez fait des ouvertures pour un changement de méthodes de management et dans le discours nous ne pouvions que les approuver. Mais dans la réalité, au lieu de faire confiance aux agents, vous n'avez fait qu'ajouter des strates : **un agent de base peut avoir jusqu'à huit chefs entre la Présidente et lui** : responsable d'unité, responsable de service-adjoint, responsable de service, directeur-adjoint ou directeur de projet, directeur-délégué, directeur, DGD, DGS). Tout ça parce que le régime indemnitaire consiste à distribuer de l'argent aux chefs, donc à organiser la course aux postes inutiles.

**Notre demande pour l'avenir : changer réellement les méthodes de management, réduire la hiérarchie et inventer un régime indemnitaire qui récompense les collectifs de travail qui produisent le service public et non les chefs.**

De plus, nous devons tirer des difficultés et des ratés des deux rentrées scolaires précédentes, celle de septembre et celle de novembre pour préparer dès maintenant la rentrée 2021 en présence normalement de tous les élèves.

**Nous refaisons notre proposition d'intégrer dès maintenant des représentants du CHSCT au comité de suivi de la crise sanitaire et nous demandons l'organisation de groupes de travail préparatoires à ce retour massif des élèves dans les établissements.**

Pour conclure, si la Présidente et sa majorité régionale avaient décidé d'appliquer le RIFSEEP aux 5000 agents des lycées et d'attribuer la prime COVID à tous les agents régionaux mobilisés alors, certainement, forts de cette augmentation de leur pouvoir d'achat, il aurait été plus facile pour les agents :

- premièrement, de supporter la surcharge de travail et les réorganisations parfois quotidiennes, et
- deuxièmement, de consommer utile « dans ma zone » et de ne pas arbitrer entre les produits essentiels et la culture et les loisirs.

Au patriotisme économique régional, nous préférons le patriotisme social et environnemental sans chauvinisme en faveur de tous ceux qui travaillent et produisent les richesses. Bien sûr, nous plébiscitons les crèmes glacées de la société coopérative de la Belle Aude à Carcassonne mais nous soutenons aussi les thés et les tisanes produits par 1336 la société coopérative SCOPTI de Géménos en Région PACA.

Rappelons-nous ces paroles de Jean Jaurès en ces temps de replis nationalistes et populistes : « *Un peu d'internationalisme éloigne de la patrie ; beaucoup d'internationalisme y ramène* ».

Et c'est également la raison de notre proposition que nous faisons à la Collectivité de **donner à un lycée d'Occitanie le nom de Clara ZETKIN, cette féministe allemande antinazie et antistalinienne qui a été l'instigatrice de la journée internationale des droits des femmes du 8 mars**. Pour rappel seuls 14 lycées sur près de 200 portent un nom de personnalité féminine. 30 n'ont pas de nom...

A la CGT, on préférera toujours une Clara ZETKIN à une personnalité « régionale » comme un Valéry GISCARD d'ESTAING, ancien Président de la République et propriétaire du château d'Estaing dans l'Aveyron. En espérant que cette conviction et ce projet soient partagés car **la CGT connaît les convictions des élus qui représentent ici la majorité** et souhaitent pouvoir construire en toute clarté avec elles et eux les dispositions qui seront utiles aussi bien aux agents de la Collectivité qu'à la réussite du mandat qui leur a été confié il y a 5 ans par les électeurs.

**Les élu.e.s CGT du CTP**